

BEAUFRETON Gérard
37, rue Jeanne d'Arc
49360 MAULEVRIER

FISCALITE

CONSTAT :

- Le système fiscal est profondément injuste puisque plus on a de revenu, moins on participe proportionnellement à l'effort collectif (financement école, hôpitaux, police, armée, sécurité sociale).
- Avec le jeu des niches fiscales (près de 500 niches fiscales) les plus fortunés peuvent échapper à l'impôt ou tout au moins réduire sensiblement le taux d'imposition. Coût pour le budget de la nation : 70 milliards.
- Le CICE coûte 20 milliards au budget de l'état (40 milliards en 2019) alors qu'il ne crée pas d'emplois à la hauteur des espérances (Cf commission des lois du Sénat).
- Le CIR (Crédit Impôt Recherche) coûte 6 milliards au budget de l'état. Il profite essentiellement aux grandes entreprises.
- La suppression de l'ISF au profit de l'IFI à pour conséquence de privilégier l'investissement financier, donc spéculatif au détriment de l'investissement immobilier.
- Les sociétés (grands groupes ou multinationales) ont accès à toutes les ficelles du système de part leurs services juridiques et fiscaux en internes. Elles bénéficient souvent d'un taux d'imposition largement inférieur à la petite PME locale ou au commerçant de la commune. Chercher l'erreur !
- La fraude fiscale des multinationales (80 milliards d'Euros/an) est aussi un scandale pour les budgets nationaux.

PROPOSITIONS :

- Suppressions des niches fiscales inutiles.
- Suppression du CICE dont la pertinence en termes d'emploi reste à prouver.
- Réorienter le CIR vers les PME.
- Rétablir l'ISF : rendement annuel 4 à 5 milliards d'euros ; à peine 300.000 contribuables concernés.
- Taxer les transactions financières : la spéculation financière n'est pas l'économie réelle et contribue aux crises financières(2008).
- TVA à zéro pour les produits de première nécessité.
- Retrouver la progressivité de l'impôt en ajoutant des tranches d'impositions.
- Renforcer le pôle contrôle au ministère des finances pour récupérer le produit de l'évasion fiscale.

OBSERVATION :

Le consentement à l'impôt retrouvera des couleurs à partir du moment où chacun aura le sentiment de participer justement au sens commun et collectif de la Nation.